

GROUPES DE NIVEAU ACTE II D'UNE MAUVAISE PIÈCE !

Alors que personnels et parents d'élèves restent opposés à la mesure phare de l'attalién *Choc des savoirs*, Anne Genetet a annoncé son extension partielle aux 4^{ème}-3^{ème} pour la rentrée prochaine. Au-delà de son caractère ségrégatif, la mise en œuvre des groupes de niveau en 6^{ème} - 5^{ème} démontre partout, à des degrés divers, son inefficacité et son inapplicabilité. Soumise à un budget austéritaire, la ministre disposait de marges de manœuvres ténues. Sans renoncer au dogme du tri scolaire et social, elle prévoit pourtant le renforcement de cette usine à gaz avec des groupes en français et maths par quinzaine et privilégie une soi-disant approche globale sous le fumeux vocable «*Ambition lycée*». En fait ne sont prévus que l'aide aux devoirs en 3^{ème}, du soutien méthodologique, la multiplication des «*stages de réussite*» pendant les vacances ... avec un paiement via le Pacte.

La CGT Éduc'action appelle les personnels à poursuivre et amplifier les mobilisations locales et globales pour stopper ce projet délétère, et empêcher le gouvernement à venir de publier un décret.

Seul le rapport de force peut faire reculer le ministère et l'obliger à abroger les textes de mars 2024 et redéfinir un autre projet pour le collège unique.

STAGES D'OBSERVATION

C'est le marronnier de l'automne. Les élèves de 3^{ème} doivent obligatoirement trouver un stage d'observation en entreprise. Pour beaucoup d'entre eux-elles, issu-es principalement des familles les plus fragilisées socialement, le choix se fera par défaut. La pression est régulièrement mise sur les équipes pour que les conventions soient signées au plus vite et des associations peuvent venir «*coacher*» tout ce petit monde. La CGT Éduc'action rappelle régulièrement que l'entreprise n'est pas un lieu de formation et qu'elle peut présenter pour les jeunes des risques accrus de sécurité ou de violences sexistes et sexuelles. Elle s'oppose également à l'idéologie dominante qui voit les élèves comme de futur-es salarié-es devant être soumis-es au plus tôt aux règles du capitalisme.

LA CGT ÉDUC'ACTION RESTE VIGILANTE PAR RAPPORT AU FUTUR BUDGET 2025: SUPPRESSIONS DE POSTES, SUPPRESSIONS DE LA GIPA, JOURS DE CARENCE ETC...

SI NECESSAIRE ELLE
APPELLERA L'ENSEMBLE
DES PERSONNELS À LA
MOBILISATION EN JANVIER.



QUAND L'EMPILEMENT DES RÉFORMES GÈNÈRE DE LA MAUVAISE SANTÉ AU TRAVAIL

L'École est l'objet de contre-réformes successives dégradant la santé des personnels. Au collège, la mise en place de *Choc des savoirs* a remis en cause les organisations existantes. À la place, des alignements, une logique de tri et une surveillance hiérarchique accrue (réunions avec IA-IPR) sont instaurés. Le tout sans moyen supplémentaire. L'acte II viendra enfoncer le clou en généralisant une logique allant à l'encontre du sens du métier. Dans ce contexte, les risques psycho-sociaux augmentent de manière considérable. Or, en matière de prévention des risques, l'Éducation nationale ne met pas les moyens nécessaires. Les agent-es doivent être informé-es du lieu dévolu au RSST, qui peut aussi contenir les signalements en lien avec les conditions de travail. La CGT Éduc'action revendique des moyens pour la médecine de prévention, à la hauteur des besoins, pour qu'elle puisse à la fois suivre les personnels individuellement mais aussi donner des avis sur les conditions de travail sur site.